

Les représentants de l'association QCBE se sont rendus jeudi soir à la réunion du comité de pilotage du projet "Croix-Blanche" relatif au terrain de l'ancien Hôtel des Impôts.

Nous sommes particulièrement déçus que le Mairie ait refusé de répondre à la plupart de nos questions et qu'elle soit revenue sur ses promesses.

Les membres du comité de pilotage, à l'unanimité moins une voix, ont demandé que le projet futur respecte le PLU. La mairie a refusé de nous entendre.

Monsieur Gente est revenu sur la question du référendum de quartier que nous demandions, à l'issue des travaux du comité de pilotage.

Rappelons que lors de la dernière réunion, les responsables municipaux se sont engagés à soumettre un projet, respectant le PLU, à l'approbation des riverains.

Cette fois-ci, Monsieur Giami a reposé la question du maintien du referendum à l'issue des travaux du COPIL. Monsieur Gente a répondu qu'il n'était pas favorable, à titre personnel, à un référendum, car cela poserait "des problèmes d'ordre juridique" et qu'il était difficile de délimiter un quartier. Nous avons alors répondu qu'il avait un impératif moral, dans la mesure où nous avons répondu aux critères posés par le maire dans sa promesse de campagne : récupérer plus de 1000 signatures pour obtenir un référendum de quartier sur une question posée. A moins que Monsieur Gente ne soit pas sur la même ligne que le Maire Gérard Segura sur cette question du référendum.

Pourquoi faire de telles promesses, laisser les gens travailler pour remplir les conditions demandées, et revenir dessus ? C'est inacceptable !

Nous sommes absolument outrés d'avoir battu le pavé sans relâche, avoir dépensé des centaines d'heures pour récupérer 1300 signatures demandant de conserver le PLU !

Comment peut-on se moquer des gens de la sorte ?

Nous espérons donc vivement que la municipalité reviendra sur cette promesse de campagne, ÉCRITE, et qu'elle l'appliquera. Sinon nous organiserons nous-mêmes ce référendum !

Nombreux étaient les membres du Comité de pilotage littéralement abasourdis devant tant de manque d'écoute.

Nous refusons de servir de faire-valoir à une communication municipale !

Par conséquent, nous avons pris la décision de continuer à participer à ces réunions à huis clos, malgré le fait que les responsables municipaux n'aient même pas répondu à notre demande d'ouvrir la salle du conseil municipal aux personnes qui n'ont pas internet ou qui n'ont pas réussi à se connecter (nous avons eu plusieurs appels de personnes qui se sont plaintes de soucis de connections).

En revanche, si nous continuons à participer à ces réunions, c'est avant tout pour savoir ce que nous prépare la mairie.

Il est important de noter que nous sommes aujourd'hui en sécurité juridique, c'est-à-dire que nous avons à présent l'assise financière suffisante pour faire un recours devant la justice si la Mairie venait à proposer des bâtiments ne correspondant pas aux exigences environnementales et urbanistiques du quartier.

Jusqu'ici, nous avons fait beaucoup de concessions (promesses municipales non tenues, mise en place d'un huis clos avec interdiction aux riverains de participer à des réunions relative au devenir de leur cadre de vie...).

A la mairie, à présent, de respecter ses engagements.

Benjamin Giami  
Président de l'Association QCBE

Séverine Delamare  
Vice-présidente